

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

Destinataire RICHEBOURG, Michel Cabinet Michel Richebourg Le Clos du Golf 69, rue Saint-Simon F-42000 Saint-Etienne FRANCE		<div style="border: 2px solid black; padding: 5px; display: inline-block;"> Cabinet Michel RICHEBOURG <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 5px 0;"> 0 11 11 11 </div> REQU - RECEIVED </div> <p style="margin-top: 10px;">OPINION ÉCRITE (règle 66 du PCT)</p>	
		Date d'expédition (jour/mois/année) 19/07/2004	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire D200PAT1159WO		DELAI DE REPONSE 2 / 00 mois/jours à compter de la date d'expédition indiquée ci-dessus	
Demande internationale n° PCT/FR03/03752	Date du dépôt international (jour/mois/année) 17/12/2003	Date de priorité (jour/mois/année) 23/12/2002	
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB <p style="text-align: center;">H05B6/80</p>			
Déposant ALDIVIA SA			

1. La présente opinion écrite est la première opinion de cette nature rédigée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international.
2. La présente opinion contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants:
 - I ☒ Base de l'opinion
 - II ☐ Priorité
 - III ☐ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
 - IV ☐ Absence d'unité de l'invention
 - V ☒ Déclaration motivée selon la règle 66.2.a)ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
 - VI ☐ Certains documents cités
 - VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
 - VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale
3. Le déposant est invité à répondre à la présente opinion.

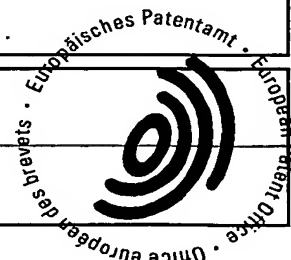
Quand? Voir le délai indiqué plus haut. Le déposant peut, avant l'expiration de ce délai, en demander la prorogation à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, voir la règle 66.2.d).

Comment? En présentant une réponse par écrit, accompagnée, le cas échéant, de modifications, conformément à la règle 66.3.
Pour la forme et la langue des modifications, voir les règles 66.8 et 66.9.

En outre Pour une possibilité additionnelle de présenter des modifications, voir la règle 66.4.
Pour l'obligation faite à l'examinateur de prendre en considération des modifications ou des arguments, voir la règle 66.4bis.
Pour une communication officielle avec l'examinateur, voir la règle 66.6.

En l'absence de réponse, le rapport d'examen préliminaire international sera établi sur la base de la présente opinion.
4. La date limite d'établissement du rapport d'examen préliminaire international conformément à la règle 69.2 est le : **23/04/2005**

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international <div style="text-align: center;"> </div> Office Européen des Brevets, P.B.5818 Patentlaan 2 NL-2280 HV Rijswijk - Pays-Bas Tel.: (+31-70) 340-2040 Fax: (+31-70) 340-3016	Fonctionnaire autorisé Examinateur Agent des formalités (y compris prolongation de délais) Tel. (+49-89) 2399 2828
---	--



I. Base de l'opinion

1. La présente opinion écrite se base sur les documents de la demande telle que déposée initialement.

V. Déclaration motivée selon la règle 66.2.a (ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle

1. A la lumière des documents cités dans le rapport de recherche internationale, il est considéré que l'invention telle que revendiquée dans l'une au moins des revendications ne semble pas répondre aux critères énoncés à l'article 33.1 PCT, c'est-à-dire qu'elle ne semble pas être nouvelle ou impliquer une activité inventive (voir rapport de recherche internationale, en particulier les documents cités X et/ou Y et les numéros des revendications correspondantes).
2. Si des modifications sont présentées, le déposant doit satisfaire aux exigences de la règle 66.8 PCT et indiquer ce qui, dans la demande telle que déposée initialement, peut servir de fondement aux modifications effectuées (article 34.2.b PCT), sinon ces modifications risquent de ne pas être prises en considération pour l'établissement du rapport d'examen préliminaire international.
L'attention du demandeur est attirée sur le fait que dans le cas d'un nombre inutilement élevé de revendications indépendantes, un examen ne sera effectué pour aucune des revendications.

NB: Si le demandeur décide de demander un examen quant au fond détaillé, alors normalement un rapport d'examen préliminaire international sera directement établi. A titre exceptionnel l'examineur peut établir une seconde opinion écrite, si cela a été explicitement requis.